



Une initiative d'organisations françaises de la filière fruits et légumes.

Leclerc cède au chantage de Greenpeace

Depuis plusieurs mois, Greenpeace mène régulièrement des actions coup de poing contre les enseignes Leclerc. Leur but affiché : impliquer les magasins Leclerc dans leur [course zéro pesticides](#). **Michel-Edouard Leclerc en personne, dans une tribune publiée le 8 décembre 2016 a finalement capitulé.** Il devrait savoir que céder à des maîtres-chanteurs n'est pas forcément la meilleure chose à faire...

Voir « [Leclerc veut « déclarer la guerre aux pesticides »](#) » (*La France Agricole*), « [Deux fois moins de pesticides chez Leclerc en trois ans](#) » (*Linéaires*) et le [cri de victoire](#) sur le site de Greenpeace.

ME Leclerc tente de garder la tête haute en annonçant vouloir éviter un « un contentieux avec le monde agricole » et jouer la carte du « partenariat avec les producteurs et les associations qui le souhaitent ». Il veut aussi se doter d'un « comité scientifique ». Mais il reconnaît la motivation profonde de sa position : « **On ne va pas tergiverser, les campagnes de Greenpeace visant notre enseigne ont profondément irrité les adhérents E.Leclerc qui en ont fait les frais** »

Le Collectif Sauvons les Fruits et Légumes de France (CSLFLF) juge quant à lui « [Michel-Edouard Leclerc atteint de cécité](#) » et souligne que :

- Il existe déjà un comité scientifique sur le sujet au sein de l'Agence pour la Recherche et l'Information en Fruits et Légumes (APRIFEL)
- Des « pratiques alternatives » sont déjà développées dans le cadre du plan Ecophyto
- De nombreux cahiers des charges existent déjà qui garantissent les bonnes pratiques...

Le CSLFLF conclut que, si par cette attitude ME Leclerc pense avant tout au profit qu'il peut tirer de la vente de produits bios, il doit pourtant prendre garde : « attention, céder au chantage d'ONG, c'est mettre la main dans un engrenage qui ne peut que les encourager à aller plus loin encore dans les exigences... »

Rares sont les médias qui, en France, prennent du recul par rapport au discours de Greenpeace. **Il faut aller en Suisse pour trouver un quotidien grand public, *La Tribune de Genève*, pour titrer « [Pesticides : Greenpeace fait de la pseudoscience](#) ».** L'article détaille pourquoi l'étude de Greenpeace qui affirme que manger bio réduit l'exposition aux pesticides « **ne vaut rien** ». L'article est étayé par **Jacques Diezi**, professeur honoraire au département de pharmacologie et toxicologie de l'**Université de Lausanne (UNIL)** : « J'ai beaucoup d'estime pour Greenpeace et l'agriculture biologique, mais scientifiquement cette étude ne vaut rien. Le nombre de participants est ridiculeusement petit, les variations statistiques énormes et les biais nombreux. Bref, **aucune interprétation n'est possible. Je pense que Greenpeace a voulu faire le buzz avec cette pseudo-étude. A moins qu'il ne s'agisse d'une publicité déguisée pour les produits bio.** Mais dans les deux cas, ils prennent le risque de décrédibiliser la cause qu'ils défendent. »

Notre conclusion : Encourager les producteurs à approfondir les bonnes pratiques est une bonne chose. Mais ce n'est pas le but de Greenpeace, ONG avant tout semeuse de peur pour servir les intérêts du lobby bio et alimenter son propre appareil en monnaie sonnante et trébuchante. En cédant au chantage, ME Leclerc est tombé dans un piège. Il ne fait que semer un peu plus la confusion et n'en tirera même pas avantage pour son enseigne...